

Le budget

millions de dollars au titre de l'assurance-récolte, 60 millions aux fins du tarif de l'Est, 48 millions dans le programme de remise en état des voies ferrées du ministère des Transports, 54 millions dans les paiements anticipés pour le grain et les récoltes, 12 millions dans le programme d'exportation de produits laitiers, 15 millions au titre du programme de prêts basés sur les prix et 10 millions à la Commission canadienne du lait.

Voilà les compressions pratiquées dans des programmes qui ont rendu de signalés services aux agriculteurs pendant des années. Il est inacceptable de réduire ainsi ces programmes alors que les agriculteurs sont aux prises avec une baisse énorme des prix de leurs produits. Quand je songe à ce qui s'est passé dans le reste du Canada et qui n'a fait qu'aggraver ce problème, je me demande où le gouvernement nous entraîne au juste.

Rien qu'au cours des trois premières semaines de janvier cette année, nos exportations de porc vers les États-Unis sont tombées en chute libre. L'an dernier, on comptait 12,5 p. 100 de producteurs de porcs de moins que l'année précédente en Ontario. Cette baisse a été de 13,9 p. 100 et 12,45 p. 100 dans les comtés de Middlesex et Lambton, respectivement, en une seule année.

Les programmes du gouvernement frappent durement cette industrie, surtout l'Accord de libre-échange avec les États-Unis parce que le gouvernement ne s'est pas entendu avec les Américains pour que nos exportations vers les États-Unis soient exemptées de leurs lois sur les droits compensateurs. Or, selon Clayton Yeutter, ces lois restent intactes et intouchables. Et pour couronner le tout, à l'automne 1988, les américains ont adopté le Trade Bill, une mesure omnibus qui tournait en dérision l'Accord de libre-échange.

On prévoit que le revenu agricole net diminuera de 39 p. 100 dans l'ensemble du Canada en 1990: 87 p. 100 au Manitoba, 66 p. 100 en Alberta, 8 p. 100 en Ontario, et 101 p. 100 en Saskatchewan.

Nous avons très certainement tous entendu le premier ministre de la Saskatchewan quémander l'aide du gouvernement fédéral à la télévision hier soir, une aide qui ne viendra pas à moins qu'on ne lui donne un autre milliard de dollars pour gagner les prochaines élections provinciales. C'est ce qui s'est passé il y a quelques années. Voyons voir si l'histoire se répétera. Le cas

échéant, nous exigerons le même traitement pour tous les agriculteurs du Canada.

Je voudrais aller un peu plus loin en faisant une comparaison qui me permettra de mieux illustrer ce qui se passe au Canada où on nous demande de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. Je tiens à ce qu'il soit bien clair qu'en vertu du programme américain de mise en réserve de terres, des prix cibles et des paiements compensatoires, les producteurs américains ont un net avantage sur les producteurs canadiens. Tout ce que nous demandons, c'est un paiement semblable à celui que reçoivent les Américains. Accordons-le pour que l'industrie agricole canadienne se perpétue, pour que les agriculteurs puissent conserver leurs terres et produire une récolte cette année.

Aux États-Unis, le paiement compensatoire est de 60c. le boisseau; c'est ce qu'on prévoit pour la récolte de maïs de cette année. Environ la moitié de la somme est versée au moment de l'inscription au programme, soit en mars. Les agriculteurs ont cet argent en poche, ce qui leur permet d'acheter les intrants dont ils ont besoin pour leurs récoltes, par exemple, des fertilisants, des pesticides, des herbicides ou d'autres produits chimiques, et des semences.

Si le rendement moyen s'établit à 120 boisseaux l'acre, le producteur américain recevra 36 \$ l'acre ce mois-ci. En dollars canadiens, c'est 40 \$ l'acre qui seront versés au producteur ce mois-ci pour l'aider à traverser cette période difficile. Nous n'avons pas de tel programme au Canada parce que le gouvernement conservateur ne se rend pas compte qu'il nous faut être concurrentiels sur les marchés mondiaux. Pour ce faire, il nous faut des programmes équivalents à ceux de nos concitoyens.

Je souligne également qu'au Canada, les intrants coûtent 25 p. 100 de plus qu'aux États-Unis. Les agriculteurs canadiens ne bénéficient pas de l'appui de leur gouvernement. Avec les prix actuels des récoltes, ils ne peuvent même pas trouver l'argent pour payer leurs intrants, même en offrant en garantie les revenus anticipés sur leurs récoltes. Ces revenus ne sont tout simplement pas assurés. Par conséquent, les prêteurs canadiens refusent cette année des prêts d'exploitation à un nombre d'agriculteurs encore jamais vu dans notre histoire. La situation est pire que ce qu'elle était dans les années 1930. Hier soir, nous avons entendu dire à la télévision qu'un tiers des agriculteurs de la Saskatchewan éprouvaient de graves problèmes financiers et qu'un autre tiers étaient en sérieuse difficulté.